

pas assez. Ils ont prononcé 300 discours en trois mois. Bien entendu, ces discours étaient presque tous des allocutions politiques. Pourtant, on prétend qu'ils ne parlent pas assez, que le tout se résume à une question de propagande, qu'ils ne réussissent pas à l'assurer. Néanmoins, pour préparer et placer ces 300 discours, les ministres ont l'aide du plus grand nombre d'adjoints et de publicitaires qui n'aient jamais été rémunérés au moyen des deniers publics. Les ministres doivent avoir consulté le document parlementaire qui a été déposé au cours de la dernière session et qui révèle que, le 1^{er} juin 1957, le nombre des assistants exécutifs, des adjoints publicitaires et des adjoints particuliers s'élevait à 39 et que, le 1^{er} mai 1960, il y en avait 73. Bien d'autres sont venus s'ajouter à la liste depuis lors.

Une voix: Mais il n'y a pas eu de chevaux.

L'hon. M. Pearson: Les chevaux auraient coûté moins cher que beaucoup de ces gens-là. Vu la nature de leurs fonctions, des chevaux auraient peut-être été aussi utiles au pays. En effet, en dépit des efforts du ministre des Travaux publics, le régime actuel se préoccupe tellement de la nécessité de faire de la publicité et de la propagande, de faire passer le battage politique avant l'administration des choses de l'État, qu'un ministre est revenu d'une mission commerciale en Europe—qu'il a du reste abrégée—pour venir remplir une mission politique au Canada. Je n'oserais faire une telle assertion sans la confirmer par les paroles mêmes du ministre. Voici ce que le ministre de l'Agriculture a dit le 15 novembre, comme l'atteste la *Free Press* de Winnipeg et d'autres journaux; le ministre ne l'a pas nié; il devra donc se rendre à l'évidence.

L'hon. M. Fulton: Quels autres journaux?

L'hon. M. Pearson: Voici ce que dit l'article:

A la demande du premier ministre Diefenbaker, M. Hamilton, ministre de l'Agriculture, a abrégé sa récente visite à l'étranger et, afin de pouvoir participer à la campagne électorale, abandonné le voyage qu'il envisageait de faire dans les pays du rideau de fer en vue de favoriser la vente de nos produits.

L'hon. M. Fulton: Quels autres journaux?

L'hon. M. Pearson: L'article dit ensuite:

Mais il a contremandé ce voyage pour revenir précipitamment à Ottawa lundi. Le mardi, il a tenu une conférence de presse. Quand on lui a demandé pourquoi il ne s'était pas rendu dans les pays du rideau de fer, comme il se le proposait, il a répondu...

L'article cite ici les paroles mêmes du ministre à cette conférence de presse:

«Quand le premier ministre est revenu du Japon, avant mon départ pour Rome, nous avons eu un

entretien. Il m'a dit qu'il y avait d'autres choses plus importantes, et m'a demandé de limiter mon voyage à une seule semaine, de façon à pouvoir faire une tournée au Canada même.»

Les constatations qu'a pu faire le ministre pays, n'ont pas été particulièrement satisfaisantes parce que, en particulier, les autres ministres, et surtout lui-même, se sont plaints que les journaux ne faisaient pas assez de publicité pour ce que lui-même et son ministère essayaient de faire. Le 30 novembre, à Saskatoon, il a affirmé, ce qui constitue une observation assez intéressante, de la part d'un ministre:

Il me semble que je ne me fierai jamais plus absolument à la véracité d'un reportage.

Puis, monsieur l'Orateur, il a trouvé un exemple pour motiver sa désillusion, un exemple tout à fait exact. Il a dit que le reportage n'était pas, à l'en croire, assez détaillé, mais que la *Presse canadienne* l'avait fait au complet. Toutefois, ne se laissant pas démonter par cette rebuffade, le ministre s'est de nouveau attaqué à la presse à Victoria, le 2 décembre dernier, en faisant cette déclaration immortelle:

Il y a maintenant un nouveau type de journaliste...qui n'a aucun code moral, ni aucun sens de l'objectivité.

Les rapports du gouvernement actuel avec les journalistes prennent l'allure d'un amour malheureux, aux avances repoussées. Mais les plus grands coupables, bien entendu, ce ne sont pas les journalistes. Ce sont les membres de l'opposition. Il n'y aurait pas d'inquiétude, il n'y aurait pas de critiques, il n'y aurait pas de malentendus au Canada ou à l'étranger au sujet des efforts du gouvernement canadien, si ce n'étaient des prévisions pessimistes des membres de l'opposition. C'est là, comme je l'ai déjà dit à la Chambre, attacher à nos propos un poids certes flatteur mais qu'ils sont loin d'avoir.

Pour montrer à quel point on se trompe, je devrais peut-être consigner au compte rendu ce que j'ai déclaré ici le 9 mars 1961 au sujet de la conjoncture économique de l'heure. Nous avons là certes, à certains points de vue du moins, une réponse à toutes ces allégations et accusations de propos sombres et pessimistes. Voici ce que j'ai déclaré alors, comme en fait foi la page 2929 du compte rendu:

Quand je parle de ces tendances...

Il était question de nos problèmes.

...quand j'emploie le mot «gravité», je ne veux pas que personne pense que le Canada n'affrontera pas et ne résoudra pas éventuellement ces problèmes, qu'il n'en dissipera pas la gravité par une nouvelle expansion, une nouvelle croissance. Nous avons eu à faire face à des problèmes très graves et très difficiles à résoudre sur le plan économique